ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, le 7 septembre 1979, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant, pour la Région bruxelloise, les mesures particulières de publicité applicables à certaines demandes de permis de bâtir et de lotir et créant, pour chacune des communes de la Région bruxelloise, une commission de concertation en matière d'aménagement local", a donné le 11 septembre 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 7e september 1979 door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling, wat het Brusselse Gewest betreft, van de speciale regelen van openbaarmaking die moeten worden nageleefd inzake sommige bouw- en verkavelingsaanvragen en houdende instelling, voor elke gemeente van het Brusselse Gewest, van een overlegcommissie voor plaatselijke ordening", heeft de 11e september 1979 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Dans un avis du 5 juillet 1978, n° 13.107, le Conseil d'Etat a eu l'occasion d'énoncer les principes qui lui paraissaient applicables à la procédure d'enquête publique, à l'obligation de demander l'avis de la commission de concertation et aux dispositions relatives aux zones d'aménagement concerté.

Il paraît nécessaire de rappeler les termes de l'avis donné sur ces différents points.

"A. Concernant l'ensemble des dispositions du projet.

I. Quant à la procédure d'enquête publique.

Dans la mesure où le projet tend à instituer une enquête publique pour certaines demandes de permis de bâtir ou de lotir, sa légalité ne soulève pas de difficulté.

En effet, l'article 54, § 3, alinéa 2, de la loi du 29 mars 1962 habilite expressément le Roi à "détermine(r) les cas dans lesquels des mesures particulières de publicité doivent être observées à l'occasion de l'instruction de certaines demandes de permis". En application de cette disposition législative, des procédures d'enquête publique ont déjà été imposées, pour l'instruction de certaines demandes, par les arrêtés royaux du 6 février 1971 cités plus haut, et ensuite, pour la région wallonne, par l'arrêté royal du 21 janvier 1977. Ce dernier arrêté prévoit, pour les demandes de lotissement, en plusieurs cas déterminés, une procédure de concertation mais celle-ci consiste en une simple "réunion de concertation" des administrations intéressées, des représentants des réclamants, du demandeur et de ses conseillers (art. 16; art. 27), alors que l'arrêté en projet crée une "commission de concertation" et exige l'avis de cette commission (articles 1er, 10, 11 à 20).

.../...

II. Quant à l'obligation de demander l'avis de la "commission de concertation".

Le pouvoir réglementaire que le Roi puise dans l'article 29 et dans l'article 67 de la Constitution l'habilite à imposer au Ministre compétent ou à son délégué, l'obligation de demander l'avis de la "commission de concertation" que le projet a pour objet de créer, avant que ce ministre ou son délégué ne délivre un permis de bâtir ou un permis de lotir en application de l'article 48, ou de l'article 57 de la loi du 29 mars 1962.

En vertu du même pouvoir réglementaire le Roi peut imposer au "fonctionnaire délégué" de demander l'avis de la "commission de concertation" avant que ce fonctionnaire ne se prononce sur une demande de permis de bâtir dans les cas et selon le mode déterminés par le paragraphe 1er et le paragraphe 3 de l'article 45 de la loi du 29 mars 1962. En faisant un renvoi à l'ensemble des dispositions de cet article 45, l'article 57 de la loi rend les mêmes règles applicables aux permis de lotir.

En revanche, le Roi ne peut pas imposer au collège des bourgmestre et échevins l'obligation de recueillir l'avis de la "commission de concertation" avant de statuer sur une demande de permis de bâtir ou de lotir en application de l'article 44 ou de l'article 56 de la loi du 29 mars 1962.

L'article 108 de la Constitution a pour corollaire qu'il appartient exclusivement au législateur de régler le mode de fonctionnement d'une autorité communale. En outre, la loi du 29 mars 1962 réserve - dans toute la mesure qu'elle définit - au collège des bourgmestre et échevins, le pouvoir de prendre une décision relative à une demande de permis de bâtir ou à une demande de permis de lotir. La même loi règle de manière fort développée la matière de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme : en effet, d'une part, elle détermine avec beaucoup de précision à l'intervention de quelles autorités et après l'accomplissement de quelles formalités préalables d'enquête publique et de consultation, les divers plans d'aménagement doivent être établis (Titre 1er, spécialement chapitre I, II, III, IV et VII); d'autre part, elle désigne les autorités compétentes pour statuer sur les demandes de permis de bâtir ou de lotir et fixe la procédure à suivre par ces autorités (Titre II, chapitre I et chapitre II; titre III). Si la loi habilite par son article 54, § 3, alinéa 2, le Roi à instituer des mesures complémentaires particulières, il s'agit seulement, aux termes de cette disposition, de mesures "de publicité".

.../...

En tant que le projet subordonne à la formalité préalable de la consultation de la commission de concertation, la décision relative aux demandes de permis de bâtir ou de lotir, décision que la loi place dans les attributions du collège des bourgmestre et échevins, le projet manque de fondement légal et n'est pas compatible avec les prescriptions de la loi du 29 mars 1962.

B. Concernant les dispositions relatives aux "zones d'aménagement concerté".

...

"Les articles 9 et 13 de la loi du 29 mars 1962 ne permettent pas que, dans le territoire qui doit faire l'objet d'un plan régional ou d'un plan de secteur, le Ministre ou le Roi établisse une distinction entre les zones pour lesquelles une décision serait prise d'emblée et d'autres zones - les "zones d'aménagement concerté" -, pour lesquelles des décisions ne seraient prises qu'après une procédure spéciale de concertation, qui serait organisée par le Roi. Une telle manière de faire se concilie d'autant moins avec la loi du 29 mars 1962 que, selon celle-ci, ce seront les plans communaux, généraux et particuliers, qui devront déterminer de manière plus complète et plus précise l'affectation des diverses zones du territoire, au besoin, en apportant même certaines dérogations au plan régional ou au plan de secteur (art. 14 à 16)".

Sous réserve des observations particulières qui seront faites ci-après, le présent projet est conforme, dans son ensemble, à l'avis donné le 5 juillet 1978 et il échappe donc à la plupart des critiques qui y étaient formulées.

+

+ +

.../...

PREAMBULE.

Les trois premiers alinéas seraient mieux rédigés comme suit :

"Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment les articles 45, 48, 51, 54, § 3, 57, § 1er, modifiés par la loi du 22 décembre 1970 et l'article 63, § 1er, 5., modifié par les lois des 22 décembre 1970, 28 juillet 1976 et 28 juin 1978;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;".

Les alinéas 5 à 13 doivent être omis, les dispositions qui y sont visées ne constituant pas les fondements du projet.

EXAMEN DU TEXTE.

Dans le texte français, il faudrait écrire "chapitre 1er" et non "chapitre I".

Article 1er.

Il serait préférable de préciser qu'il s'agit de la région bruxelloise au sens de la loi coordonnée du 20 juillet 1979.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Le présent arrêté s'applique au territoire de la région bruxelloise au sens de la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979".

Article 2.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 2.-

Pour l'application du présent arrêté, les mots "le Ministre" désignent le Ministre de la région bruxelloise ou le Secrétaire d'Etat à la région bruxelloise qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions".

Article 3.

Afin de respecter plus exactement les termes de l'article 54, § 3, alinéa 2, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, il conviendrait de rédiger cet article comme suit :

"Article 3.-

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune intéressée soumet à une enquête publique les demandes relatives aux actes et travaux, dans les cas où l'arrêté royal arrêtant le plan régional ou le plan de secteur, ou l'arrêté royal approuvant le plan d'aménagement communal, général ou particulier, soumet l'instruction des demandes de permis aux mesures particulières de publicité prévues par le présent arrêté".

Article 4.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 4.-

L'enquête est annoncée par voie d'affiches. Elle prend cours le jour fixé par le collège, après l'affichage prévu aux articles 6 et 7".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

L'enquête publique a une durée de quinze jours.

Elle a toutefois une durée de trente jours s'il s'agit d'un projet d'ouvrage d'art en voie publique ou d'un projet de modification de voirie".

Article 6.

I. Le 2 évoque une "zone du plan de secteur pour laquelle les mesures particulières de publicité sont toujours requises". Il ressort des explications données qu'il s'agit là des anciennes "zones d'aménagement concerté" (ZAC). La disposition excède l'habilitation donnée par l'article 54, § 3, alinéa 2, de la loi, lequel permet de déterminer les "cas" pour lesquels des mesures particulières de publicité doivent être observées mais ne permet pas la généralisation de ces mesures à l'ensemble des actes et travaux à effectuer dans une zone. Il est, certes, licite de donner une extension plus large à ces mesures dans les zones dont l'affectation est peu précise, mais il n'est pas indiqué d'étendre ces mesures à tous les actes et travaux, même d'importance secondaire.

.../...

Il conviendrait donc d'omettre cette disposition qui ne concerne d'ailleurs que les emplacements d'affichage des avis d'enquête, c'est-à-dire une question accessoire.

II. Subsidiairement, le modèle d'avis d'enquête n'est pas annexé au projet soumis au Conseil d'Etat.

Article 8.

Dans le texte français de l'alinéa 3, il serait préférable d'écrire "en parfait état" au lieu de "en parfaite condition".

Article 12.

Au 1.,les mots "du présent arrêté" sont superflus et doivent être omis.

Article 13.

Il est préférable d'écrire : "au dossier et au permis qui doivent être transmis au fonctionnaire délégué".

Article 14.

Il convient d'écrire : "des collèges des bourgmestre et échevins" au lieu de "des collèges communaux".

.../...

Article 15.

Pour les motifs indiqués sous l'article 3, cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 15.-

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué recueille l'avis de la commission chaque fois qu'il se prononce en vertu des articles 45, §§ 1er et 3, 48, 51, 57, en ce que ce dernier renvoie aux articles précédents, et 63, § 1er, 5. de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, sur un projet relatif à des actes et travaux dans les cas où l'arrêté royal arrêtant le plan régional ou le plan de secteur ou l'arrêté royal approuvant le plan d'aménagement communal, général ou particulier, soumet l'instruction des demandes de permis aux mesures particulières de publicité prévues par le présent arrêté".

Article 16.

A la fin de la disposition, il faut lire : "et les collèges des bourgmestre et échevins peuvent saisir la commission de toute question relative à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme".

Article 17.

La notion de "partenaires" qui figure à l'article 17 n'a aucun sens juridique en l'espèce. Une commission administrative ne peut être composée que de "membres" et le mode de désignation de ceux-ci doit être défini. Ceci n'exclut pas la possibilité de désigner, le cas échéant, des suppléants en fonction des nécessités de la composition de la commission.

.../...

Le paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. Chaque commission se compose de huit membres.

Deux membres sont désignés par le Ministre parmi les fonctionnaires de l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire; ils doivent appartenir à des rôles linguistiques différents.

Deux membres sont désignés par le collège des bourgmestre et échevins.

Deux membres sont désignés par le collège de l'Agglomération bruxelloise.

Deux membres sont désignés par le conseil d'administration de la Société de développement régional de Bruxelles.

Des membres suppléants peuvent être désignés".

Suivant cette proposition, le paragraphe 2 deviendrait sans objet. La numérotation des autres paragraphes devrait être modifiée en conséquence.

+

Le paragraphe 3 devrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Lorsqu'elle est saisie en vertu de l'article 15 ou de l'article 16, la commission réunit, pour les entendre, le demandeur, s'il le désire, et ses conseillers éventuels, ainsi que toute personne qui, au cours de l'enquête publique, a demandé à être entendue et ses conseillers éventuels; chaque personne ne peut être accompagnée que de deux conseillers au plus".

.../...

Article 18.

En relation avec l'observation faite à propos de l'article 17, paragraphe 1er, il y a lieu de rédiger l'article 18 comme suit :

"Article 18.-

La commission est présidée par l'un des membres désignés par le collège des bourgmestre et échevins, ou, à défaut, par le membre le plus jeune".

Article 19.

L'article 18 n'institue pas une présidence permanente. Il paraît donc difficile de maintenir la convocation par le président, prévue à l'article 19. Il serait préférable de confier cette tâche au secrétaire.

Article 20.

Le secrétaire et le secrétaire adjoint n'étant pas nécessairement des fonctionnaires, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas selon quel critère sera déterminée leur "appartenance linguistique".

L'article 20 devrait donc être revu.

Article 21.

Le mot "délégués" doit être remplacé par le mot "membres" pour les raisons déjà exposées.

.../...

Article 23.

A la fin du paragraphe 1er, les mots "le tout dans les deux langues" doivent être omis.

Il n'appartient, en effet, pas au Roi mais seulement au législateur de régler l'emploi des langues en matière administrative.

La langue de la procédure devra, dans chaque cas, être déterminée par application de l'article 17 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Article 24.

Il convient de remplacer les mots "les délégués des partenaires" par "les membres de la commission".

Article 25.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 25.-

Le Ministre détermine les montants des subventions allouées aux commissions ainsi que des indemnités et jetons de présence attribués, s'il échet, aux membres, secrétaires et secrétaires-adjoints".

.../...

Article 26.

Cette disposition fait mention de "projets et demandes soumis aux mesures particulières de publicité organisées par le présent arrêté".

Les autres dispositions du projet, et notamment l'article 3, visent "les actes et travaux qui, aux termes des prescriptions des plans d'aménagement, sont soumis à des mesures particulières de publicité".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de cette différence de terminologie.

Sous cette réserve, la disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 26.-

Les mesures de publicité prévues par les arrêtés royaux du 6 février 1971 qui sont relatifs à l'instruction et à la publicité des demandes de permis de bâtir et des permis de lotir ne sont pas applicables aux projets et demandes soumis aux mesures particulières de publicité organisées par le présent arrêté".

ALGEMENE OPMERKING.

In een advies van 5 juli 1978, nr. 13.107, heeft de Raad van State de gelegenheid gehad te wijzen op de beginselen die volgens hem toepasselijk waren op de procedure van openbaar onderzoek, op de verplichting om het advies van de overlegcommissie te vragen en op de bepalingen betreffende de in gemeenschappelijk overleg te ordenen gebieden.

Het lijkt nodig de tekst van het over deze verschillende punten gegeven advies hier over te nemen.

"A. Over de ontwerpbepalingen in hun geheel.

I. De procedure van openbaar onderzoek.

In zover het ontwerp bepaalde bouw- of verkavelingsaanvragen aan een openbaar onderzoek bedoelt te onderwerpen, doet het geen wettigheidsbezwaar rijzen.

Artikel 54, § 3, tweede lid, van de wet van 29 maart 1962 staat de Koning immers uitdrukkelijk toe "de gevallen te bepalen waarin speciale regelen van openbaarmaking moeten worden nageleefd bij de behandeling van bepaalde vergunningsaanvragen". Met toepassing van die wetsbepaling zijn reeds, door de hiervoren genoemde koninklijke besluiten van 6 februari 1971 en daarna, voor het Waalse gewest, door het koninklijk besluit van 21 januari 1977, openbaar-onderzoekprocedures voor de behandeling van bepaalde aanvragen voorgeschreven. Het laatstgenoemde besluit stelt voor de verkavelingsvergunningen in bepaalde gevallen een overlegprocedure in, maar deze bestaat in een "overlegvergadering" van de betrokken besturen, de vertegenwoordigers van de reclamanten, de aanvrager en diens raadslieden (artikel 16; art. 127) terwijl het ontwerp-besluit een "overlegcommissie opricht en het advies van die commissie voorschrijft (art. 1, 10, 11 tot 20).

.../...

II. De verplichting om het advies van de "overlegcommissie" te vragen.

De Koning kan, op grond van de verordeningsbevoegdheid die hij ontleent aan artikel 29 en aan artikel 67 van de Grondwet, de bevoegde minister of diens gemachtigde verplichten de door het ontwerp-besluit in te stellen "overlegcommissie" om advies te vragen vooraleer die minister of die gemachtigde met toepassing van artikel 48 of artikel 57 van de wet van 29 maart 1962 een bouw- of een verkavelingsvergunning afgeeft.

Op grond van diezelfde verordeningsbevoegdheid kan de Koning "de gemachtigde ambtenaar" voorschrijven het advies van de bedoelde "overlegcommissie" in te winnen alvorens die ambtenaar zich in de gevallen en op de wijze bepaald in paragraaf 1 en paragraaf 3 van artikel 45 van de wet van 29 maart 1962, over een bouwaanvraag uitspreekt. Waar artikel 57 van de wet verwijst naar de gezamenlijke bepalingen van dat artikel 45, verklaart het diezelfde regels van overeenkomstige toepassing op verkavelingsaanvragen.

De Koning kan het college van burgemeester en schepenen daarentegen niet de verplichting opleggen, het advies van de "overlegcommissie" te vragen vooraleer het met toepassing van artikel 44 of artikel 56 van de wet van 29 maart 1962 op een bouw- of een verkavelingsaanvraag beschikt.

Artikel 108 van de Grondwet brengt mee, dat alleen de wetgever de werkwijze van een gemeentelijk overheidslichaam vermag te regelen. Bovendien legt de wet van 29 maart 1962, in de volle mate waarin zij dat bepaalt, de bevoegdheid om over een bouw- of een verkavelingsaanvraag te beslissen uitsluitend in handen van het college van burgemeester en schepenen. Die wet regelt zeer omstandig de ruimtelijke ordening en de stedebouw : eensdeels bepaalt ze uiterst zorgvuldig met de bemoeiing van welke overheden en onder vervulling van welke voorafgaande formaliteiten terzake van openbaar onderzoek en raadpleging de verschillende plannen van aanleg tot stand moeten komen (Titel 1, inzonderheid hoofdstukken I, II, III, IV en VII); anderdeels wijst ze de overheden aan die bevoegd zijn om op bouw- of verkavelingsaanvragen te beschikken en regelt ze de procedure welke die overheden daarbij dienen te volgen (Titel II, hoofdstukken I en II; titel III). Waar de wet de Koning in artikel 54, § 3, tweede lid, machtigt bijzondere aanvullende maatregelen voor te schrijven, worden, volgens de bewoordingen van die bepaling, alleen maatregelen terzake van "openbaarmaking" bedoeld.

.../...

Het ontwerp mist dus rechtsgrond en is onbestaanbaar met de voorschriften van de wet van 29 maart 1962 in zover het de beslissing over bouw- of verkavelingsaanvragen, welke beslissing door de wet in de bevoegdheidsfeer van het college van burgemeester en schepenen is geplaatst, aan voorafgaande raadpleging van de overlegcommissie onderwerpt.

B. De bepalingen betreffende de "in gemeenschappelijk overleg te ordenen gebieden".

...

De artikelen 9 en 13 van de wet van 29 maart 1962 staan de minister of de Koning niet toe, in het deel van het grondgebied dat het onderwerp van een streek- of een gewestplan moet zijn, een onderscheid te maken tussen gebieden waarvoor al meteen een beslissing zou worden genomen en andere, de zogenaamde "in gemeenschappelijk overleg te ordenen gebieden", waarvoor er eerst na een bijzondere, door de Koning te regelen overlegprocedure een beslissing zou komen. Zulk een handelwijze is des te minder in overeenstemming met de wet van 29 maart 1962 daar het volgens deze laatste de, algemene en bijzondere, gemeentelijke plannen zijn die, desnoods met afwijking van het streek- of het gewestplan, de bestemming van de verschillende delen van het grondgebied dienen aan te geven (art. 14 tot 16)".

Onder voorbehoud van de hierna te maken bijzondere opmerkingen is het onderhavige ontwerp, in zijn geheel gezien, in overeenstemming met het op 5 juli 1978 gegeven advies en hoeven de meeste daarin naar voren gebrachte bezwaren niet meer te worden herhaald.

+

\+ +

.../...

AANHEF.

De eerste drie alinea's zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, inzonderheid op de artikelen 45, 48, 51, 54, § 3, 57, § 1, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970, en op artikel 63, § 1, 5., gewijzigd bij de wetten van 22 december 1970, 28 juli 1976 en 28 juni 1978;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;".

De alinea's 5 tot 13 moeten vervallen want de daarin genoemde bepalingen leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

In de Franse tekst zou moeten worden gelezen :

"chapitre 1er" in plaats van "chapitre I".

.../...

Artikel 1.

Het verdient aanbeveling nader te bepalen dat het gaat om het Brusselse gewest in de zin van de op 20 juli 1979 gecoördineerde wet.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-
Dit besluit is van toepassing op het grondgebied van het Brusselse gewest in de zin van de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979".

Artikel 2.

Deze bepaling kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 2.-
Voor de toepassing van dit besluit dient onder "de Minister" te worden verstaan de Minister van het Brusselse gewest of de Staatssecretaris voor het Brusselse gewest tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening en de stedebouw behoren".

Artikel 3.

In de volgende redactie blijft die artikel dichter bij de bewoordingen van artikel 54, § 3, tweede lid, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw :

.../...

"Artikel 3.-

Het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente onderwerpt aan een openbaar onderzoek de aanvragen inzake handelingen en werken, in de gevallen waarin het koninklijk besluit dat het streekplan of het gewestplan vaststelt, of het koninklijk besluit dat het algemeen of bijzonder gemeentelijk plan van aanleg goedkeurt, de behandeling van de vergunningsaanvragen onderwerpt aan de in dit besluit bepaalde speciale regelen van openbaarmaking".

Artikel 4.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

Het onderzoek wordt aangekondigd door aanplakking. Het gaat in op de door het college vastgestelde dag, na de aanplakking bedoeld in de artikelen 6 en 7".

Artikel 5.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

Het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen.

Het duurt echter dertig dagen voor een ontwerp van kunstwerk op de openbare weg of voor een ontwerp tot wijziging van de wegen".

.../...

Artikel 6.

I. Onder 2 is sprake van "een gebied van het gewestplan waarvoor steeds de speciale regelen van openbaarmaking vereist zijn". Uit de verstrekte uitleg blijkt dat het gaat om de vroegere "in gemeenschappelijk overleg te ordenen gebieden" (G.O.O.G.). De bepaling treedt buiten de machtiging die gegeven is in artikel 54, § 3, tweede lid, van de wet, welke voorziening toestaat de "gevallen" waarin speciale regelen van openbaarmaking moeten worden nageleefd te bepalen, maar niet toestaat dat die regelen worden veralgemeend tot alle in een gebied te verrichten handelingen en werken. Het is weliswaar geoorloofd aan die regelen een ruimere toepassing te geven in de gebieden met een niet zo duidelijk omschreven bestemming, maar het is niet geraden ze uit te breiden tot alle handelingen en werken, ook al zijn die van geringere omvang.

Deze bepaling zou dus moeten worden weggelaten : zij heeft immers slechts betrekking op de plaatsen voor aanplakking van de berichten van onderzoek, een aangelegenheid van bijkomstige aard.

II. Subsidiair moge worden opgemerkt dat bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp geen model van het bericht van onderzoek is gevoegd.

Artikel 8.

In de Franse tekst van het derde lid kan beter "en parfait état" worden gelezen in plaats van "en parfaite condition".

.../...

Artikel 12.

In de tekst onder 1. moeten de woorden "van dit besluit" als overbodig vervallen.

Artikel 13.

Er kan beter worden gelezen : "wordt samen met de opmerkingen en bezwaren gevoegd bij het dossier en de vergunning die ...".

Artikel 14.

Er dient te worden gelezen : "de colleges van burgemeester en schepenen" in plaats van "de gemeentelijke schepencolleges".

Artikel 15.

Om de redenen die bij artikel 3 zijn opgegeven, zou deze bepaling als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 15.-

De Minister of de gemachtigde ambtenaar wint het advies van de commissie in telkens als hij op grond van de artikelen 45, §§ 1 en 3, 48, 51, 57, voor zover dit laatste naar de voorgaande artikelen verwijst, en 63, § 1, 5. van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, beschikt op een ontwerp betreffende handelingen en werken in de gevallen waarin het koninklijk besluit dat het streekplan of het gewestplan vaststelt,

.../...

of het koninklijk besluit dat het algemeen of bijzonder gemeentelijk plan van aanleg goedkeurt, de behandeling van de vergunningsaanvragen onderwerpt aan de in dit besluit bepaalde speciale regelen van openbaarmaking".

Artikel 16.

Aan het slot van deze bepaling leze men :
"en de colleges van burgemeester en schepenen kunnen aan de commissie alle problemen inzake ruimtelijke ordening en stedebouw voorleggen".

Artikel 17.

Het in artikel 17 gehanteerde begrip "partners" heeft hier geen juridische betekenis. Een administratieve commissie kan alleen uit "leden" bestaan en de wijze waarop die worden aangewezen moet worden bepaald. Dit neemt niet weg dat in voorkomend geval plaatsvervangers kunnen worden aangewezen als dat voor de samenstelling van de commissie nodig is.

Paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 1. Iedere commissie bestaat uit acht leden.

Twee leden worden door de Minister aangewezen uit de ambtenaren van het Bestuur van de stedebouw en de ruimtelijke ordening; zij moeten tot een verschillende taalrol behoren.

.../...

Twee leden worden aangewezen door het college van burgemeester en schepenen.

Twee leden worden aangewezen door het college van de Brusselse Agglomeratie.

Twee leden worden aangewezen door de raad van beheer van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel.

Plaatsvervangende leden kunnen worden aangewezen".

Met dit tekstvoorstel vervalt paragraaf 2. De overige paragrafen behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

+

Paragraaf 3 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 3. Wanneer op de commissie een beroep wordt gedaan krachtens artikel 15 of artikel 16, brengt zij, om hen te horen, bij elkaar de aanvrager, indien hij dat wenst, met zijn eventuele raadslieden, en elke persoon die in de loop van het openbaar onderzoek gevraagd heeft om te worden gehoord, met zijn eventuele raadslieden; elke persoon mag zich slechts door ten hoogste twee raadslieden doen vergezellen".

Artikel 18.

Aansluitend bij de opmerking die in verband met artikel 17, § 1, is gemaakt, behoort artikel 18 als volgt te worden geredigeerd :

.../...

"Artikel 18.-

De commissie wordt voorgezeten door een van de door het college van burgemeester en schepenen aangewezen leden of, bij ontstentenis, door het jongste lid in jaren".

Artikel 19.

Artikel 18 stelt geen vast voorzitterschap in. Het lijkt dan ook moeilijk de commissie te laten samenroepen door de voorzitter, zoals in artikel 19 wordt bepaald. Die taak kan beter aan de secretaris worden opgedragen.

Artikel 20.

Daar de secretaris en de adjunct-secretaris niet noodzakelijk ambtenaren zijn, is het de Raad van State niet duidelijk volgens welke maatstaf hun"taalrol" zal worden bepaald.

Artikel 20 zou dus moeten worden herzien.

Artikel 21.

Om de reeds eerder opgegeven redenen moet het woord "afgevaardigden" worden vervangen door "leden".

Artikel 23.

In fine van paragraaf 1 moeten de woorden "in beide talen" vervallen.

.../...

Het komt immers niet de Koning, maar alleen de wetgever toe het gebruik van de talen in bestuurszaken te regelen.

De proceduretaal behoort voor ieder geval te worden bepaald overeenkomstig artikel 17 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Artikel 24.

De woorden "de afgevaardigden van de partners" dienen te worden vervangen door "de leden van de commissie".

Artikel 25.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 25.-

De Minister bepaalt het bedrag van de toelagen die aan de commissie worden verleend, alsook het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld, in voorkomend geval toegekend aan de leden, secretarissen en adjunct-secretarissen".

Artikel 26.

In deze bepaling is sprake van "ontwerpen en aanvragen die onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaar-making die door dit besluit worden vastgesteld".

.../...

In de overige bepalingen van het ontwerp, onder meer in artikel 3, is sprake van "handelingen en werken, die krachtens de voorschriften van de plannen van aanleg onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking".

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom hier een verschillende terminologie wordt gebruikt.

Onder dit voorbehoud kan de bepaling beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 26.-

De regelen van openbaarmaking bepaald bij de koninklijke besluiten van 6 februari 1971 die betrekking hebben op de behandeling en de openbaarmaking van de bouw- en verkavelingsaanvragen, zijn niet van toepassing op de ontwerpen en aanvragen die onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking die door dit besluit worden vastgesteld".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Cl. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. HOEFFLER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. HOEFFLER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.